



## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt quatre, le quinze avril à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 9 avril 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 30**

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Catherine OMONT, Aliko PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2**

Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE  
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Damien GUILLARD

### **Secrétaire de séance**

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

## CONSEIL MUNICIPAL du 15 avril 2024

**M\_DL240415\_043**

### FONCIER - DÉSAFFECTATION ET DÉCLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC - RUES JACQUES PRÉVERT ET PAUL ÉLUARD - AUTORISATION

**Monsieur Aurélien LECACHEUR, Conseiller Délégué** – Le promoteur JMP Expansion porte le projet de requalification de l'ancien Centre Commercial sinistré de la Belle Etoile. La société JMP Expansion, s'est adjoint les services de la société KAPAWEST pour la commercialisation et les travaux de construction. La société KAPAWEST a donc obtenu un permis de construire pour la réalisation de 55 logements le 22 novembre 2023.

A ce jour, cette autorisation d'urbanisme est purgée de tout recours. Les promoteurs souhaitent donc contractualiser les engagements fonciers, acquisitions, auprès des co-propriétaires du Centre Commercial et des collectivités que sont la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole et la Ville de Montivilliers.

Dans ces conditions, la Ville et la communauté urbaine doivent avant toute cession au promoteur procéder au déclassement par anticipation et à la désaffectation des parcelles concernées.

La Communauté Urbaine le Havre Seine Métropole, à sa création, dans le cadre de sa compétence « la création, l'aménagement et l'entretien de la voirie – signalisation – parcs et aires de stationnement » s'est vue transférer le parking du centre commercial, l'esplanade et les abords de voirie, soit, ce que nous dénommerons :

- le lot A de superficie d'environ 3 073 m<sup>2</sup>, avant arpentage, à détacher de la parcelle cadastrée section CI n° 275 ;
- le lot D de superficie d'environ 117 m<sup>2</sup>, avant arpentage, à détacher de la parcelle cadastrée section CI n° 277 .

La Communauté Urbaine procède actuellement à la désaffectation et au déclassement de ces deux lots.

La Ville de Montivilliers, doit en faire de même pour l'arrière du Centre Commercial Sinistré, espace actuellement en enrobé situé derrière la Cellule de l'ancien Salon de Coiffure, que nous dénommerons :

- le lot F de superficie d'environ 310 m<sup>2</sup>, avant arpentage, à détacher de la parcelle cadastrée section CI n° 784.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le code général de la propriété des personnes publiques, notamment l'article L 2141-2

**VU** l'étude d'impact préalable au déclassement par anticipation réalisée par les services de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole,

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérécour citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

## CONSIDÉRANT

- que dans le cadre du projet de requalification de l'ancien centre commercial de la Belle-Etoile sinistré, la société KPAWEST a obtenu un permis de construire en date du 22 novembre 2023 portant sur la réalisation de 55 logements ;
- que la société KPAWEST souhaite procéder à l'acquisition de plusieurs emprises publiques à détacher des parcelles cadastrées section CI n°275, n°277 et n°784 ;
- que dans le cadre du projet de renouvellement urbain, il convient pour la Communauté urbaine d'organiser le déclassement par anticipation des parties des parcelles CI n°275 et n°277 ;
- que dans le cadre du projet de renouvellement urbain, il convient pour la Ville de Montivilliers d'organiser le déclassement par anticipation d'une partie de la parcelle CI n°784 ;

**Sa commission municipale « Attractivité du Territoire et Urbanisme » qui s'est réunie le mercredi 10 avril 2024 consultée,**

VU le rapport de Monsieur **Aurélien LECACHEUR**, Conseiller délégué en charge de l'Urbanisme et de l'Habitat digne ;

**Après en avoir délibéré,**

## DÉCIDE

- **De prononcer** le déclassement par anticipation du lot F, d'une superficie d'environ 310 m<sup>2</sup>, avant arpentage, à détacher de la parcelle cadastrée section CI n°784 ;

Ce déclassement est conditionné à la constatation de la désaffectation des lots au plus tard le 31 décembre 2024.

En cas de vente préalable à la désaffectation, l'acte de vente stipulera que celle-ci sera résolue de plein droit si la désaffectation n'est pas intervenue avant le 31 décembre 2024.

A la constatation de cette désaffectation, les emprises correspondants au lot F précité seront déclassés du domaine public communautaire et incorporés dans le domaine privé communal.

- **D'autoriser** M. le Maire à signer tous documents nécessaires à la finalisation de ce dossier.

**Sans incidence budgétaire**

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

Pour : 32

Contre : 0

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.*

*Pour extrait conforme au registre dûment signé.*

